

Point presse / 16 décembre 2015 / 11h

SÉRIES TECHNOLOGIQUES
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE
BILAN ET PROPOSITIONS



@snesfsu
#VoieTechno

DOSSIER DE PRESSE

Enquête SNES-FSU -Voie technologique
Journée d'étude

Mercredi 16 décembre 2015

CONTACT

Thierry Reygades Secrétaire national - SNES-FSU
thierry.reygades@snes.edu / 06 76 38 82 26

<http://www.snes.edu>

RÉFORME DES SÉRIES TECHNOLOGIQUES : UN BILAN ALARMANT QUI IMPOSE UNE CORRECTION URGENTE

Après 4 années de la réforme de la voie technologique, le ministère de l'Éducation nationale s'engage dans la rédaction de son bilan. Le SNES pour sa part a réalisé ces derniers mois une enquête sur les quatre principales séries technologiques STI2D, STMG, ST2S et STL auprès des enseignants qui ont eu la charge de la mettre en place. Plus d'un millier de réponses individuelles ou collectives nous permettent de dresser un bilan exhaustif de la situation dans les établissements et de l'appréciation des collègues.

Des effectifs de plus en plus lourds, des divisions et des professeurs moins nombreux

Les remontées de l'enquête font apparaître que cette réforme a été le prétexte à une réduction des moyens entraînant des suppressions de postes sans atteindre les objectifs fixés :

Il n'y a pas de rééquilibrage des séries générales et scientifiques vers les séries technologiques, pas de progression du nombre de filles vers les séries industrielles. La progression globale reste inférieure à la démographie en lycée.

Les élèves ont été concentrés dans des classes moins nombreuses, dégradant ainsi les conditions de travail des élèves et des professeurs et portant préjudice à la construction de pré-requis pour la poursuite d'études.

L'organisation pédagogique et la répartition selon les disciplines des heures à effectif réduit sont extrêmement variables dans les établissements ; à défaut d'un pilotage national chacun fait comme il peut et doit faire face à la mise en concurrence avec les autres disciplines. La diminution des heures disciplinaires pour financer l'Accompagnement Personnalisé n'est pas efficace.

L'évaluation est biaisée, réalisée par des jurys fragilisés. Chronophage, elle impacte le temps de formation y compris en technologique en LV alors que le temps de présentation du projet est insuffisant. L'apparition du contrôle en cours de formation (CCF) dans l'épreuve projet masque l'absence de connaissances au bénéfice d'hypothétiques compétences, alors que les coefficients des épreuves sont importants.

Les poursuites d'études, souvent sans rapport avec la spécialité suivie, révèlent la disparition de sens technologique à la formation et hypothèquent le renouvellement en techniciens aptes à répondre aux besoins.

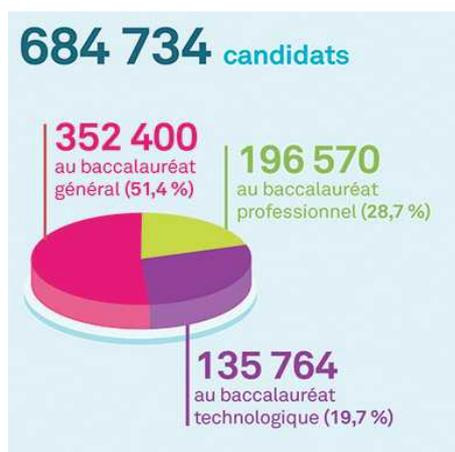
En **STMG**, les professeurs attachés à des démarches active et technologique, ne parviennent plus à les mener et en déplorent les effets sur les élèves. En dépit d'une écriture des contenus qui donne satisfaction, la réduction horaire est au centre des blocages des apprentissages. Les problèmes de gestion de classe, de démotivation des élèves sont amplifiés et l'image de la série en souffre. L'échec de la 1^{ère} commune accentue le déséquilibre du flux en Terminale, la spécialité SIG en pâtit le plus de même que les effectifs GCF. La grille horaire est un échec, la perte horaire sur les 2 niveaux se concentre sur les sciences de gestion en 1^{ère} et les enseignements spécifiques en Terminale. La réduction horaire de 25% pour les élèves est un handicap important.

En **STI2D**, le coût humain est immense et la perte de ressources humaines incroyable. La qualification des professeurs experts dans leur spécialité a été niée entraînant la fuite des enseignants vers les STS où leur compétence professionnelle est nécessaire et des reconversions sur des postes en LP et collège. La disparition de la mise en œuvre a brisé le modèle d'apprentissage original qui faisait le succès de cette série. L'apparition d'un enseignement transversal, sans borne, impossible à enseigner pour 83 % des professeurs ni à évaluer, trompe tout le monde sur les acquis à l'issue de la formation.

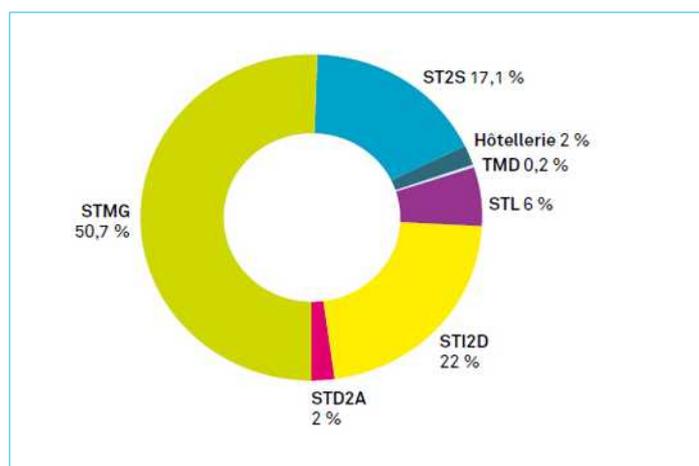
En **ST2S**, l'enseignement d'exploration « santé social » en 2nde fusionnant les 2 enseignements Biologie-Sciences Médico-Sociales a été le facteur précurseur de la dénaturation de l'enseignement technologique et n'est pas pris au sérieux par les élèves. Les programmes en Sciences et Techniques Sanitaires et Sociales et en Biologie du cycle terminal sont jugés trop ambitieux pour des élèves qui n'ont pas les pré-requis technologiques suffisants alors que le temps a diminué. Les enseignants dénoncent l'absence de cadrage national de l'épreuve anticipée Activités Interdisciplinaires et de l'épreuve projet. Leur organisation et leur évaluation sont très hétérogènes sur le territoire et le temps manque. L'interdisciplinarité pour les AI et l'ambition de l'épreuve projet sont questionnées. Une préparation aux concours paramédicaux et sociaux pré-bac est plébiscitée.

En **STL**, la réforme a entraîné une inégalité de répartition des disciplines entre professeurs de biotechnologie, de sciences physiques et parfois de SVT, ainsi que la mise en concurrence des heures à effectifs réduits. Le CCF prend trop de temps pour l'évaluation au détriment de la formation. Il est demandé un retour sur les pratiques et un cadrage national de la réforme. Néanmoins les professeurs à 80 % sont satisfaits des effectifs pas trop chargés ainsi que de leur conditions de travail et 60 % sont satisfaits du nouveau programme.

Le SNES va communiquer avec la profession sur ce bilan et formule de nombreuses propositions afin de redonner du sens à la formation dans les séries de la voie technologique et les portera auprès de l'inspection pédagogique et du ministère.



Nombre de candidats en 2015



Répartition selon les différents bacs techno

SERIE STMG EN DANGER : IL EST URGENT D'AGIR

Après 4 années de mise en place de la série STMG, force est de constater que **la réforme est encore bien loin des objectifs de consolidation, de rééquilibrage des spécialités et d'attractivité de la série**. Pire ! Il ressort des 317 réponses données à notre enquête que les professeurs, pourtant attachés à des démarches active et technologique, parviennent de moins en moins à les mener et en déplorent les effets sur les élèves. Les points dangereux que le SNES avait dénoncés dès la mise en chantier de la réforme ont pris toute leur dimension sur le terrain et au lieu de se résoudre, se sont cristallisés. La réduction horaire en particulier est au centre des blocages dans les apprentissages, malgré une remise à plat des contenus qui dans son ensemble était attendue et donne satisfaction aux collègues. Les problèmes de gestion de classe, de démotivation des élèves s'en sont trouvés amplifiés et l'image de la série en pâtit. Il est urgent de prendre en compte ce diagnostic et d'y apporter une réponse pour redonner à la série qui a fait ses preuves dans le processus de démocratisation et de promotion sociale un nouvel élan.

➤ **Échec de la Première commune :**

Elle n'a pas permis de rééquilibrer les flux en Terminale. C'est la spécialité SIG qui en pâtit le plus alors que la réforme était censée la redynamiser de même que les effectifs GCF.

Par l'effet de structure dont nous avons dénoncé les dangers, les effectifs en classe entière sont trop chargés, La Première commune permet plus systématiquement des regroupements et un éclatement du « groupe classe » dans l'enseignement de spécialité. Ainsi, les dédoublements peuvent ne pas être donnés sur la spécialité à « moindre » effectif. Cela facilite les suppressions de poste avérées dans les établissements qui ont vu leur équipe d'économie-gestion se réduire.

➤ **Échec de la nouvelle grille horaire**

Les dégâts quant à la perte horaire sur les 2 niveaux sont effectifs et se concentrent sur les sciences de gestion en Première et les enseignements spécifiques en Terminale. La perte horaire élève de 25% reste un handicap important. La mise en place d'un « forfait à effectifs réduits » montre toutes ses limites : les professeurs « arrivent » à récupérer des heures de dédoublements mais quasiment jamais à la hauteur de ce qui existait auparavant (en moyenne 3h sur les spécialités au lieu des 4 initialement). L'enseignement général pâtit de cette gestion de la pénurie. Dans une majorité des cas aucune heure de dédoublement ne lui est accordé.

Or, Les collègues dénoncent le manque de temps, l'insuffisance de maîtrise de prérequis techniques et d'acquis sur les disciplines générales par les élèves en particulier à l'entrée en 1ère. Malgré les difficultés, la démarche technologique est largement et régulièrement privilégiée tant au niveau des mises en situation que de l'usage des outils informatiques par le professeur et les élèves. Les professeurs y sont très attachés et y voient une condition incontournable de motivation, de réussite et de l'ancrage de la série. Mais cet objectif est de moins en moins atteint. C'est pourquoi, les professeurs demandent massivement une augmentation de l'horaire élève portée sur les heures dédoublées.

➤ **Les épreuves qui marquent l'ancrage technologique de la série mises à mal**

Préparer aux épreuves, évaluer et former devient, dans ces conditions, acrobatique voire impossible d'autant que les modalités de certaines épreuves posent problème : $\frac{3}{4}$ des réponses considèrent que la durée d'entretien (5mn) de l'épreuve de sciences de gestion est insuffisante et peu crédible. Les critiques que le SNES avait formulées quant à l'infaisabilité de l'évaluation de la réalisation du projet « évaluation individuelle en fonction de l'avancement du projet » trouvent écho sur le terrain. Quant à la soutenance du projet, le retour à un binôme d'examineurs est massivement demandé ainsi qu'une majoration de la part des points sur cette partie pour ceux qui en souhaitent la révision.

Cette enquête est donc un point d'appui pour rappeler nos revendications pour la série :

Il faut que la série retrouve son élan qui a fait sa réussite et son attractivité. Une image positive de la série est cruciale pour qu'elle continue à jouer le rôle indéniable dans la démocratisation qu'elle a su impulser dès sa création.

Pour cela il faut d'urgence redonner aux élèves les moyens de réussir, source de motivation, et aux enseignants les moyens de mener une démarche technologique digne de ce nom en agissant dans un premier temps sur ces différents points :

- **La question des horaires et des effectifs est au centre des blocages (Problèmes d'apprentissage et de gestion de classe).**

Il faut donc rétablir un horaire élève de 8h en sciences de gestion et en enseignement spécifique incluant des heures de dédoublements fléchées d'au moins 4h sur chacun de ces enseignements.

Il faut donner les moyens aux établissements de constituer des divisions par enseignement spécifique sans éclatement du groupe classe pour certains enseignements en particulier spécifique.

- **Favoriser une orientation choisie** à l'issue de la seconde en revoyant l'enseignement de PFEG et la lisibilité quant à la distinction entre SES (enseignement général) et PFEG (enseignement technologique).

- **Revoir l'organisation de La 1^{ère}** : Celle-ci, avec un enseignement commun de sciences de gestion qui devait permettre de redynamiser la série, d'attirer plus d'élèves (en particulier en GCF et SIG) n'a pas fait ses preuves et pose problème dans l'articulation avec la terminale.

- **Redonner aux épreuves qui en sont l'ancrage, une identité technologique :**

La durée de l'entretien à l'épreuve anticipée de sciences de gestion doit être augmentée d'au moins 5 minutes. Les professeurs doivent être rémunérés pour cette évaluation au même titre que pour des épreuves ponctuelles d'examen. La demande de remontées de documents numérisés (en particulier du tableau de notes) ne doit pas donner lieu à un alourdissement de la charge de travail des évaluateurs et en tout état de cause doit donner toutes les garanties du respect de la note donnée par l'évaluateur.

- **Redonner de la crédibilité à la soutenance du projet**, point d'ancrage du caractère technologique de la série :

Il faut revenir au binôme d'examineurs de spécialités différentes pour permettre des appréciations croisées et des échanges quant à cette épreuve.

La part des points attribuée à la soutenance doit être majorée de façon à représenter au moins 50% du total de l'évaluation.

La durée de l'entretien doit passer de 10 minutes à au moins 15 minutes afin notamment de permettre un recours aux différentes technologies liées à la spécialité satisfaisant.

STI2D : SÉRIE FRAGILISÉE A RÉORIENTER

Plus de 330 réponses, pour la plupart individuelles, issues de toutes les régions, avec une représentation des spécialités d'origine des enseignants STI conforme à leur nombre dans le pays (génie mécanique, électrique, électronique, civil et automobile), la plupart enseignant en STI2D et un quart en S-Si.

Cette enquête confirme les inquiétudes émises par le SNES depuis la publication de la réforme de la voie technologique et montre qu'une large majorité d'enseignants sanctionnent les effets de cette réforme.

➤ L'objectif de développement quantitatif n'est pas atteint

Les effectifs d'élèves ont peu ou pas évolué, ne suivant pas la hausse démographique observée dans les lycées, et la mixité de genre reste en échec. Par contre, le nombre de divisions et de groupes est en chute de l'ordre de 30 %... du fait de l'augmentation de 30 % de l'effectif de ces groupes ! C'est évidemment lié au calcul par structure et à la disparition du dédoublement rendu possible par la disparition de la contrainte d'effectif en atelier au bénéfice des groupes dit « à faible effectif ».

En Seconde, on observe un net tassement du nombre de groupes d'enseignement d'exploration industriels. L'enseignement d'exploration Création et Innovation Technologique « CIT », considéré comme plus accessible que Sciences de l'ingénieur « SI », prédomine.

En première et terminale **S-Si**, on observe un léger tassement du nombre de divisions (- 4 %).

En classe Première et Terminale **STI2D**, loin de rééquilibrer le flux d'élèves vers les enseignements technologiques, on observe une dégradation sévère des équilibres au sein même de la série :

- L'option **EE** « énergie et environnement » perd 50 % de ses effectifs.
- L'option **ITEC** « innovation technologique et éco-conception » accuse la perte d'1/2 div en général, les groupes à effectif réduit augmentant de 15 à 21 élèves.
- L'option **SIN** « système informatique numérique » est en hausse de 10 %.
- L'option **AC** « architecture et construction » est en hausse de 20 % du fait d'ouvertures de la spécialité en dehors des lycées du bâtiment.

En Terminale, le nombre de redoublants désormais très faible, a entraîné des pertes de divisions.

Donc moins de divisions et de groupes mais des classes plus chargées. Ces effectifs chargés aggravent les conditions de travail des élèves et des professeurs, à fortiori quand ces derniers doivent dispenser un enseignement « transversal » en classe entière pour lequel tous disent ne pas être formés !

➤ L'autonomie des établissements au détriment de la série et de l'égalité pour les élèves

L'organisation pédagogique et la répartition selon les disciplines des heures à effectif réduit sont extrêmement variables dans les établissements ; à défaut d'un pilotage national chacun fait comme il peut et doit faire face à la mise en concurrence avec les autres disciplines.

➤ Les professeurs de STI paient cher cette réforme

La réforme a entraîné de nombreuses suppressions de postes, au moins 10 % dans 2/3 des établissements sondés et quasi-stabilité dans les autres ; ces enseignants sont partis en LP, ont été envoyés en collège et nombre de ceux qui l'ont pu, ont fuit la STI2D vers les BTS où leurs compétences professionnelles sont appréciées. Tous ont subi arbitrairement un changement de spécialité ubuesque. Les collègues ne parviennent plus à se reconnaître dans l'évolution des équipes enseignantes.

Les enseignants en pré-bac ont subi un violent déclassement : leurs compétences et leurs spécialités de recrutement, par un concours exigeant, ont été bafouées ; de fait, la nouvelle nomenclature administrative de leur spécialité nie leur expérience et leur identité professionnelles. Ils sont amenés à dispenser d'une part un enseignement technologique de spécialité tronqué de la mise en œuvre, essentielle pour motiver les élèves et ancrer les acquis, et d'autre part un enseignement transversal pluri technologique pour lequel aucun n'était préparé ; tous dénoncent l'inadéquation des formations subies, quand elles ont eu lieu... Les enseignants sont déstabilisés, sceptiques par rapport à l'efficacité de leur enseignement malgré un investissement qui confine au burn-out. Ils trouvent peu de soutien auprès d'une inspection pédagogique trop souvent absente dans le conseil et brutale dans l'évaluation. Tout cela a entraîné l'apparition de graves souffrances au travail que le ministère a bien été obligé de reconnaître mais contre lesquelles rien n'est mis en place.

La réforme est en place mais elle n'est pas satisfaisante

77 % des enseignants déclarent que les effectifs classe sont trop nombreux et 48 % déclarent la même chose pour les effectifs des groupes.

Les enseignants déclarent à 88 % n'être pas satisfaits des programmes de STI2D qu'ils enseignent. L'enseignement transversal pose problème à 83 % des professeurs qui estiment être insuffisamment préparés pour le dispenser. La moitié d'entre eux rencontrent des difficultés à enseigner la spécialité ; c'est probablement le cas de ceux qui ne sont pas issus de cette spécialité. Un tiers d'entre eux rencontrent des difficultés pour le co-enseignement en anglais.

Le recours à des outils informatiques est permanent mais cantonne les élèves à des situations virtuelles éloignées de toute mise en œuvre. D'autre part la moitié des enseignants déplorent un débit internet insuffisant.

La majorité des enseignants ne disposent pas de locaux et de matériels adaptés à leur enseignement ; ils dénoncent la fragilité des maquettes pédagogiques coûteuses, non remplacées et qui finissent par disparaître.

L'évaluation pas satisfaisante malgré les résultats en hausse au baccalauréat

Pour l'épreuve de projet de la spécialité, la plupart des enseignants sont opposés à l'évaluation en interne (CCF) d'un projet qu'ils ont eux-même proposé à leur élèves ; si 2/3 organisent cette évaluation sur leurs heures de cours banalisées et sur une même période, 1/3 la pratiquent sur leur temps libre en plusieurs périodes.

Pour l'évaluation terminale de ce projet, 77 % des enseignants souhaitent revenir à un binôme de deux examinateurs enseignant tous les deux la spécialité du candidat et la moitié ne sont pas satisfaits de la durée de la phase d'entretien, trop courte.

Pour l'écrit d'enseignement transversal, 85 % des enseignants ne sont pas satisfaits des sujets d'examen ; ils estiment que l'évaluation est biaisée, les sujets en décalage selon les spécialités et avec la formation en amont et le référentiel, voire trop ambitieux. Les grilles de correction ne sont pas satisfaisantes pour 93 % des collègues, trop complexes et trop longues à compléter.

La majorité est d'accord pour utiliser l'informatique pour l'évaluation mais demande à revoir la répartition des coefficients entre les deux épreuves (écrit transversal, coef. 8 ; projet de spécialité coef. 12) ; 67 % souhaitent un poids identique pour chacune.

Cette enquête est un point d'appui pour rappeler les revendications SNES pour la série STI2D :

Il faut une réorientation de la série STI2D afin qu'elle retrouve du sens et ce qui a fait sa réussite et son attractivité. Une image positive de la série est cruciale pour qu'elle continue à jouer le rôle indéniable dans la démocratisation, rôle qu'elle a su impulser depuis sa création.

Pour cela il faut d'urgence redonner aux élèves les moyens de réussir, source de motivation, et aux enseignants les moyens de mener une démarche technologique digne de ce nom en agissant sur ces différents points :

- Des enseignements d'exploration industriels rénovés et portés à 3 heures.
- Des spécialités construites autour des grands champs économiques des activités industrielles de conception, de production et de maintenance. Des contenus permettant aux élèves de réelles mises en œuvre.
- Un enseignement transversal en cohérence avec chaque spécialité, encadré par des enseignants de 2 spécialités différentes.
- Des projets adossés à des problématiques industrielles de la spécialité, encadrés et évalués par des enseignants de cette spécialité.
- Un cadrage précis des conditions d'examen et la rémunération des jurys. La part des points attribuée à la soutenance du projet doit être équilibrée pour représenter 50% du total de l'évaluation et la durée de l'entretien doit être portée à 25 minutes afin notamment de permettre un recours aux différentes technologies liées à la spécialité.
- ***Une place reconnue à une physique appliquée industrielle en relation avec les spécialités, discipline à reconstruire.***

DONNER DU SENS A LA SÉRIE ST2S !

Plus de 140 professeurs enseignant en série ST2S ont répondu au questionnaire. **Toutes les académies sont représentées à l'exception** des DOM (sauf la Réunion) et des TOM (sauf la Polynésie Française). Mais, l'essentiel des réponses provient des académies de **Créteil Versailles Lille** et, dans une moindre mesure, de Toulouse et d'Aix Marseille.

Cette enquête confirme les inquiétudes émises par le SNES depuis la publication de la réforme de la voie technologique et montre qu'une large majorité d'enseignants sanctionnent les effets de cette réforme. La réforme du baccalauréat ST2S de 2012 avait pour finalité de développer des compétences nécessaires à la poursuite d'études dans le domaine sanitaire et social : le travail en autonomie, en équipe, l'analyse et la réflexion critique s'appuyant sur la démarche spécifique des enseignements technologiques. Force est de constater que ces objectifs sont loin d'être atteints.

Voici ce qui ressort du questionnaire soumis aux professeurs de STMS et de BIOLOGIE HUMAINE.

Des effectifs de plus en plus lourds, des divisions et des professeurs moins nombreux

Avec la réforme de 2012, le nombre de classes a diminué dans la plupart des établissements ainsi que le nombre de professeurs. Aujourd'hui, les professeurs se plaignent d'effectifs trop chargés en classe entière et du nombre d'heures insuffisants en GER (groupe à effectif réduit). Les élèves sont difficiles à gérer et à placer en situation d'apprentissage ; ces conditions d'études et de travail portant préjudice à la construction de pré-requis pour la poursuite d'études.

Un Enseignement d'Exploration dénaturé

La fusion des options Biologie-Sciences Médico-Sociales a été le facteur précurseur de la dénaturation de l'enseignement technologique. L'EDE « Santé Social » n'est pas pris au sérieux par les élèves. Le volume horaire de cet enseignement ne permet pas d'aborder la culture sanitaire et sociale reposant sur la biologie humaine et les sciences sanitaires et sociales.

Un ancrage technologique insuffisant

La réforme a conduit à faire des économies en heures poste et en heures d'enseignement : STSS, BPH, langues ...au détriment de la qualité de l'enseignement dispensé et du travail en groupe. Les programmes en STSS et en Biologie sont jugés trop ambitieux pour des élèves qui n'ont pas les pré-requis technologiques suffisants. Or, l'insuffisance des heures en GER en STSS et en Biologie mais également dans les matières générales ne permet plus de mettre les élèves en activité afin qu'ils parviennent à produire un questionnement. En conséquence, l'autonomisation des élèves est limitée alors que paradoxalement, la rénovation devait la permettre, la développer et conforter ainsi la poursuite d'études dans le supérieur.

L'absence de cadrage national de l'épreuve anticipée Activités Interdisciplinaires et de l'épreuve Projet Technologique

Si la définition des épreuves n'est pas discutée, les professeurs sont globalement peu satisfaits de leurs mises en œuvre .

Longtemps, le SNES a revendiqué une liste nationale de thèmes constitutifs d'objets d'études communs en ce qui concerne les AI. Les collègues ne semblent pas d'accord avec cette proposition mais signalent en même temps que la mise en œuvre des AI ne permet pas l'interdisciplinarité. Les disciplines BIO et STMS ont généralement trouvé leur place, ce qui n'est pas le cas des maths ou des sciences physiques.

Cette interdisciplinarité est aussi difficile à mettre en œuvre à cause du nombre de salles informatiques et d'horaires dédoublés insuffisants, d'une co-animation rare et d'heures de coordination non prévues. Le même constat d'absence de cadrage national peut être fait pour l'évaluation du projet technologique avec un enjeu encore plus fort, compte tenu de l'importance du coefficient de cette épreuve.

La construction d'un corpus de ressources (documentation technique) est faite pour une partie non négligeable par les professeurs STMS et ces derniers soulignent la difficulté de trouver des organisations porteuses et des projets. Des stratégies de contournement sont opérées : accepter tous types de projet ou ne faire dans une classe que de la conception.

Reste entier le problème de la participation des collègues de BPH à la conduite de projet. Les 10 heures de BPH consacrées au projet technologique ne sont pas jugées utiles d'autant plus que les enseignants de BPH ne sont pas formés à la méthodologie de projet dans le domaine sanitaire et social. L'organisation de ces deux épreuves repose souvent sur le temps libre des enseignants de STMS ou BPH ou alors sur les heures de cours banalisées, situation qui n'est pas satisfaisante ni pour les enseignants ni pour les élèves. On constate des pratiques d'évaluation différentes d'une académie à une autre. Des expérimentations sous l'impulsion de certaines inspections pédagogiques sont réalisées : guides élèves, grille numérique, évaluation par compétences interprétées....

Même si ce n'est pas la norme, des enseignants disent avoir subi des pressions par les chefs d'établissement ou les inspections pour afficher des taux de réussite élevés à l'examen.

L'évaluation de la conduite de projet au mois d'avril-mai conduit à un morcellement des enseignements puisqu'il faut finir le pôle méthodologie avant la soutenance orale du projet. L'ambition de l'épreuve est aussi questionnée : l'organisation de l'enseignement du pôle méthodologie ne permet pas de renforcer les concepts, de transposer les méthodes et outils indispensables à la construction d'une réflexion argumentée en raison du calendrier resserré de l'épreuve, d'effectifs trop chargés, du manque de maturité, d'expérience et de connaissances acquises pour des élèves de Terminale.

La répartition des coefficients entre Évaluation en Cours d'Année (ECA) et épreuve terminale semble ne pas faire l'objet de contestation alors que le SNES revendique la suppression du CCF ou a minima l'inversion des coefficients. Les raisons invoquées sont la création d'une dynamique de groupe et d'une réelle motivation des élèves en partie liée à l'attribution d'une note qui sera déterminante dans l'évaluation finale. Autre raison plus critiquable : limiter l'impact de la note de la soutenance orale souvent plus faible que la note de conduite de projet. Les professeurs ont le sentiment de conserver in fine la main sur la notation car il est arrivé que certain-e-s candidat-e-s soient confronté-e-s à un jury avec des attentes différentes de celles qui leur ont été transmises pendant les deux années de formation. Par ailleurs, ils s'interrogent aussi sur la pertinence, sous couvert de créativité et d'esprit d'initiative, de la marge de liberté laissée aux élèves en matière de conception, d'analyse, de supports numériques etc..que la plupart des jeunes ont des difficultés à maîtriser. Enfin, le renoncement à la réalisation a été dénoncé par les professeurs depuis 2007. Ce renoncement pénalise les élèves car la réalisation pourrait permettre de mettre en œuvre la démarche technologique tellement nécessaire aux élèves qui ont choisi cette série pour mieux maîtriser les concepts méthodologiques et mobiliser leurs connaissances.

L'évaluation des épreuves STSS et BPH par compétences dans certaines académies interpellent les enseignants car celles-ci se sont faites dans la précipitation, sans réelle formation. Ils critiquent par exemple l'association de compétences proposées dans une même colonne et la diversité de leur interprétation.

Une préparation aux concours pré-bac plébiscitée

La quasi totalité des enseignants sont pour la création d'un module de 3 heures Préparation concours en terminale par classe. Le corps enseignant demandait dès la réforme de 2007 le maintien de l'option « préparation aux concours paramédicaux et sociaux ».

Cette enquête conforte un certain nombre de revendications que le Snes porte depuis plusieurs années **en matière de structures, de programmes et du baccalauréat** :

voir https://www.snes.edu/IMG/pdf/Voie_techno-voie_demo_2013_ST2S.pdf

Mais elle a permis d'en mettre d'autres en lumière notamment :

- **repenser le programme du pôle méthodologique** afin que les élèves puissent réellement se l'approprier et fassent le lien avec les enseignements inscrits dans les différentes poursuites d'études, notamment les BTS ESF et SP3S. Il est donc urgent de **faire le bilan national de l'épreuve des AI et du PT** en se posant la question d'une vraie interdisciplinarité pour la première épreuve et du niveau d'ambition pour la seconde

Cela implique **un texte de référence national** indiquant les modalités des 2 épreuves au niveau national servant de référence à tous les professeurs sur le territoire avec :

- des heures de coordination pour assurer l'organisation des épreuves dans de bonnes conditions,
- une mise en activité explicite des élèves pour garantir l'évaluation nationale avec des jurys extérieurs et un calendrier précis et faisable,

- **des heures de formation et d'échanges à l'utilisation des outils d'évaluation validés par l'Inspection Générale**

STL : DES CONTENUS PERTINENTS DES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT A REVOIR

66 professeurs enseignant en série STL ont répondu au questionnaire du SNES-FSU : un(e) seul(e) collègue de Sciences Physiques et Chimiques, tous les autres de biotechnologie. Tous enseignent en série STL biotechnologie, 23 % enseignent aussi en STL Sciences Physiques et Chimiques de laboratoire.

L'essentiel des réponses proviennent des académies de **Créteil** (14 %), de **Nancy-Metz** (12 %), de **Nantes** (9 %), **Grenoble** et **Lyon** (8% chacune) **Rennes** et **Versailles** (6 % chacune).

Effectifs : L'objectif de développement quantitatif n'est pas atteint

En seconde, après la réforme on note **une baisse du nombre de groupes** d'exploration, aussi bien en biotechnologies (biologie physiologie humaine - BPH auparavant) qu'en Sciences de laboratoires (Physique Chimie de laboratoire - PCL auparavant).

En première et terminale STL biotechnologies après la réforme le curseur s'est déplacé vers **les sections à 1 classe** ; le nombre de sections à 2 classes **ayant baissé** de façon très significative.

Il semble que la réforme ait permis de créer plus des sections de STL Sciences Physiques et Chimiques de laboratoire mais l'essentiel des établissements ne compte qu'une section avec 0,5 classe.

Problèmes de postes pour les professeurs en STL

Dans la logique de la baisse des effectifs, on note effectivement une baisse sensible du nombre de professeurs de biotechnologie et en sciences physiques par établissement.

Inégalités des enseignements selon les territoires

L'organisation pédagogique et la répartition des heures à effectif réduit sont très variables dans les établissements et mettent en concurrence les disciplines technologiques et les disciplines générales.

En 1^{ère} et terminale STL, la majorité des professeurs réclament 2 heures de groupes à effectifs réduits en plus.

Les Conditions de travail

Pour **80 % des professeurs**, les effectifs ne sont **pas trop chargés** ni en classe entière, ni en groupe.

Globalement ils jugent les **locaux adaptés à leurs besoins dans 90 %** des cas et déclarent disposer du **matériel nécessaire à 80 %**.

Néanmoins, ils sont partagés pour ce qui concerne la connexion **Internet** : la moitié **considérant qu'elle est suffisante**, l'autre moitié **la considérant insuffisante**.

PROGRAMMES

60% des professeurs sont satisfaits des nouveaux programmes.

Néanmoins, ils considèrent que certains enseignements posent plus de problème. Les raisons principales en sont l'insuffisance de pré-requis dans les disciplines technologiques mais également dans les disciplines générales qui empêchent une appropriation des nouveaux programmes.

EVALUATION

◆ Épreuve de projet

La quasi totalité des professeurs (84 %) est **favorable** à l'évaluation de la réalisation du projet. Ils déclarent tous n'avoir subi aucune pression au moment de l'évaluation. Celle-ci s'est déroulée majoritairement sur le temps de cours (**62%**) et sur une même période (**56%**).

Ils souhaitent un binôme composée de deux examinateurs de même spécialité à **85 %** et que le recours à l'informatique soit obligatoire (**69 %**). Concernant la répartition des points entre soutenance orale et réalisation, ils considèrent que les coefficients ne doivent pas être revus à **75 %**. La durée d'entretien leur convient à 82 %.

- ◆ Concernant l'épreuve d'**enseignement technologique en langue vivante**, ils souhaitent que le professeur de spécialité (**76%**) participe à l'évaluation avec le professeur de LV de la classe.
- ◆ Pour l'épreuve de **chimie-biologie et sciences du vivant** (CBSV) et d'enseignement spécifique à la spécialité, ils ne sont pas satisfaits des sujets à (**69 %**) ni des grilles de correction (**58 %**) : ils constatent un fort décalage entre la formation et l'évaluation (**53 %**) associé à une évaluation biaisée (**59%**) ainsi qu'une ventilation des points insatisfaisante (**71%**).
- ◆ Pour l'épreuve d'**évaluation des compétences expérimentales**, on retrouve les mêmes remarques.
Celle-ci, selon certains, ne permet pas d'évaluer les véritables compétences expérimentales des élèves.
- ◆ Les collègues considèrent qu'**avec le CCF** on passe beaucoup de temps à l'évaluation au détriment de la formation. Une demande de cadrage national de la réforme avec un retour sur les pratiques pour mieux ensuite formuler des consignes plus détaillées.

Cette enquête est un point d'appui pour rappeler les revendications SNES pour la série STL

Il faut :

- **Seconde générale et technologique :**
 - Des enseignements d'exploration de laboratoire portés à 3 heures.
- **Programmes de première et terminale STL :**
 - La simplification, la mise en cohérence des programmes et la réaffirmation des bases indispensables, avec des documents d'accompagnement.
 - Une adaptation des programmes de CBSV et MI selon la spécialité, avec des professeurs de la spécialité.
 - Une révision en urgence des programmes de physique-chimie selon les spécialités sans tronc commun avec STI2D, avec réintroduction de la chimie en tant que discipline à part entière.
- **Baccalauréat :**
 - Un cadrage précis des conditions d'examen et la rémunération des jurys.
 - L'élargissement du vivier des examinateurs
 - L'intégration dans les services des heures de concertation et de coordination à raison de une heure par semaine